

Sommaire

Editorial

Printemps ou automne arabe

A Stasbourg

Laïcité : question mal posée

Les eurodéputés!

La Côte d'Ivoire

Lavoisier

Ce que nous méritons



Le royalisme est une force avec laquelle il faudra compter dans l'avenir

Téléchargez PRO à l'adresse : <http://jrap5.free.fr>

Et si Sarkozy nous faisait un cadeau...

Avant de partir définitivement de l'Élysée (2012), Nicolas Sarkozy pourrait faire un cadeau à la France.

Que pourrait-il nous donner, lui si bas dans les sondages ?... Une réduction du coût de l'énergie ? N'y pensez pas !... il croit déjà avoir fait un cadeau royal en diminuant la facture de l'impôt sur le revenu des salariés de 36 € grâce à un fonds énergéque dont on ne sait d'où il sort... De qui se moque-t-on ? Des autres français, la majorité, qui sont là pour payer et remplir les caisses de l'État...

Non, ce n'est pas cela... Alors quoi ? Retirer les troupes d'Afrique ? Que nenni, il veut rester le gendarme de l'Europe... singer les Américains... et pour cela, il va donner au nom de la France, 400 millions d'euros à Outtara dont les troupes musulmanes ont massacré 1 000 chrétiens...

Alors quoi ? Qu'est-ce qui serait à sa portée ?

Arrêter le double langage sur l'immigration ?... Les français ont constaté qu'il a lâché son

chien, Claude Guéant... il faut bien tenter de récupérer les voix de la droite nationale... Et, en même temps qu'il a donné le statut de département à Mayotte, ile à 80% musulmane. Il sait en plus que les femmes des îles Comores, indépendantes, viennent accouchées à Mayotte afin que leurs enfants soient français et puissent bénéficier de nos lois, très avantageuses pécuniairement pour ces populations et ruineuses pour le peuple français.

Allez, monsieur Sarkozy, faites nous un cadeau, à nous Français de souche... Abrogez la loi du Sol pour en revenir à la loi du Sang, la seule respectable. Vous avez un an pour faire une des seules actions utiles de votre quinquennat... Car, Mayotte sera une des portes ouvertes qui permettra à l'Islam conquérante de proliférer en Europe... et vous en serez responsable, monsieur le futur ex-président !

L'équipe de PRO

Printemps ou automne arabe par Claude Timmerman

« S'il est une chose que l'islam a réussi dès l'origine et ce qui n'a jamais hélas été le cas de la chrétienté occidentale, c'est la conceptualisation de l'idée de nation. Cela sans doute parce qu'il n'y a jamais eu de "pays" dans le "monde arabe", sauf peut être l'Egypte, la Lybie, le Yemen, et au Maghreb, le Maroc, qui conservent la réminiscence historique d'empires disparus (ou survivant comme l'Egypte ou le Maroc). Le reste, tout le reste, a toujours été un conglomérat de tribus perpétuellement en rivalité et en lutte et pour des puits, des routes commerciales, etc...

On se croyait, dans le Moyen Orient des années 1850, dans le Japon des Daïmos ou dans la Chine des Royaumes Combattants. Leur seul lien: la religion et l'écriture qui y est associée! Leur ciment: la "nation" musulmane! L'idée territoriale pour ces gens, fondamentalement de culture nomade, était d'itinérance et non d'appartenance!

Les pays sémites ont été très majoritairement des inventions sur dossier de la colonisation et de la décolonisation franco-britannique...de l'Algérie à la Jordanie, et ne parlons pas de la péninsule "arabe". Et c'est bien là précisément le plus grand danger contrairement à ce que l'on voit écrit le plus souvent : le péril actuel, le vrai péril, c'est qu'une conscience politique ne s'éveille enfin dans ces "pays" et que ces populations grouillantes ne prennent la conscience de leur état global de nation et de la futilité du contexte territorial, fragmentaire, de "pays" qui ne les a mené nulle part: là est le risque extrême de l'actuel effet domino.

Nous ne sommes pas au "printemps arabe" contrairement à ce que certains journalistes évoquent à plaisir en oubliant évidemment d'en citer le contexte politique et le père historique : Benoist-Méchin. Ce que nous vivons en ce moment n'est pas un "printemps", mais un automne: celui de la faillite ressentie et constatée de la gangrène démocratique occidentale greffée sur le monde islamo-sémitique au sens le plus large. Nous risquons donc, plus que jamais en cette époque où la chrétienté est divisée et où la catholicité laminée par le concile est maintenant sans foi

ni voix, un réveil de la conscience de nation chez les musulmans déçus par l'étatisation et le nationalisme. Ce printemps du divorce d'avec les structures politiques héritées de l'Occident, sera l'appel à une résurrection du monde "arabe": un printemps islamique!

Et l'idée n'est pas nouvelle! Il y a cent quarante ans, un soudanais l'avait déjà mis en application: le Mahdi, qui finira par prendre Karthoum en 1883 y tuant Gordon, l'aventurier britannique devenu militaire emblématique... Une révolte qui ne fut réprimée qu'au bout de 15 ans (1898) en un temps où les européens avaient pourtant encore la fibre patriotique et un idéal civilisateur dans la colonisation...

Le Mahdi, Muhammad Ahmad ibn Abd Allah, sera l'inspirateur de la première grande œuvre de politique fiction du choc des nations après celle de Solovioff (Trois conversations): celle du colonel Emile Driant dit "capitaine Danrit" avec "l'Invasion Noire" et "l'Invasion Jaune".

Driant fut le premier à comprendre le rôle historique de l'islam dans la conceptualisation de la nation. On retrouvera d'ailleurs cette analyse chez Charles de Foucauld... Ce qui est surprenant, c'est que le Mahdi n'ait pas encore fait d'émule! Il y a vingt ans, j'ai cru que Khaddafi aurait pu être de cette trempe. Je le pensai et là je me suis indéniablement lourdement trompé...

Mais les masses oisives et affamées liée à une politique criminelle de refus de limitation drastique des naissances (50% de la population a moins de 14 ans dans certains pays d'Afrique!) vont fatalement conduire à l'émergence de figures de ce genre...

L'Europe a une attitude indigne et politiquement inqualifiable : depuis dix ans, elle survit à la submersion migratoire africaine grâce au garde fou installé sur son sol par Khaddafi! Il fallait à tout prix le soutenir en Europe pour cela! Aujourd'hui, ce verrou a maintenant sauté. L'Europe va se retrouver face au destin que lui imposent ses propres contradictions... »

Strasbourg deviendrait elle la ville du politiquement correct...

Deux faits montrent bien qu'il y a deux poids et deux mesures selon que tu sois puissant (MPRA, LICRA) ou misérable (Chétiens)

Parce qu'il avait brûlé et uriné sur le Coran, le parquet a requis à Strasbourg trois mois de prison avec sursis et 1.000 euros d'amende à l'encontre d'un homme de 30 ans poursuivi pour provocation à la discrimination, Le tribunal correctionnel rendra son jugement le 9 mai. Dans le même temps, le maire d'Avignon défend l'exposition d'un tableau montrant un crucifix plongé dans l'urine.



A Strasbourg, l'homme a été poursuivi pour provocation publique à la discrimination nationale, raciale ou religieuse. Le procureur adjoint Gilles Delorme a fustigé un acte provocateur "à double détente". « Il incite à la haine à l'égard des musulmans, car tout le monde sait que le Word Trade Center a été attaqué par des extrémistes musulmans (...). Et en urinant sur le Coran (...) c'est une incitation à la haine des musulmans contre les non-musulmans ». Raphaël Nisand, avocat de la Grande Mosquée de Strasbourg qui s'est portée partie civile, aux côtés de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), a déclaré : « Nous sommes dans un pays qui interdit ce genre de fait. Il faut dire qu'on a dépassé la limite de

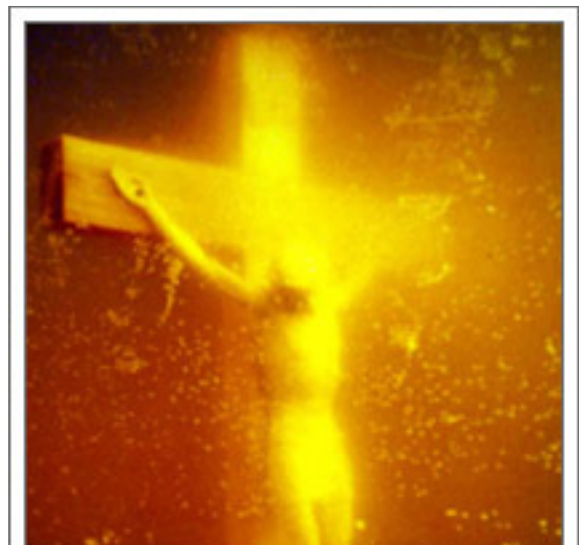
l'admissible ». Ben non : à Avignon, c'est même financé par la mairie.

Le maire de Strasbourg ; un humaniste ?

À des parents d'élèves qui lui demandaient pourquoi on servait à leurs enfants des menus « halal » dans les cantines scolaires de Strasbourg et pas de repas maigre par exemple avec du poisson le vendredi, le maire de Strasbourg Roland Ries a répondu par cette sublime, cette incandescente déclaration digne de passer à la postérité, car illustrant génialement l'admirable synthèse dialectique de l'islam et de la laïcité, désormais appelée « Allahicité ! ».

« Nous servons de la viande halal par respect pour la diversité, mais pas de poisson par respect pour la laïcité ».

En une phrase est ainsi sublimement résumé le principe de préférence islamique et de mépris antichrétien des fanatiques laïques. Le bureau directeur de l'AGRIF réuni ce jour a décidé de lui décerner le premier grand prix qui récompensera désormais chaque année un grand penseur ou poète de l'Allahicité. Bernard Antony viendra ce printemps à Strasbourg pour remettre le prix au maire Roland Ries."



Laïcité, la question mal posée

La question de la laïcité dans notre pays a été posée récemment par le porte-parole de l'UMP, Jean François Coppé, en réaction à l'indéniable montée de l'islam en France, et surtout à l'inquiétude logique qui en résulte. Evidente manœuvre électoraliste visant à séduire certaines voix frontistes, ce débat est complètement faussé à la base : il n'aboutira sur aucune mesure véritable, qu'importe ce qui en ressortira. Le débat sur l'identité Nationale de 2008 avait suscité les mêmes espérances, et l'on se souvient de la cruelle déception qui suivit l'annonce des conclusions ahurissantes du ministre Eric Besson... Hypocrisie notable



qui a une fâcheuse tendance à la répétition !

Pourtant, un débat sur la laïcité est loin d'être inutile ! Parce que cet ersatz de laïcité, résidu infâme de l'anticléricalisme primaire des révolutionnaires de 1789, est à la laïcité ce que la prostitution est à l'amour : une perversion notoire qu'il convient de combattre. Dans une immense majorité des cas, la « laïcité » prônée par nos élus républicains n'est qu'un peu de poudre aux yeux, une excuse bidon pour camoufler leur dhimmitude honteuse qui n'a d'égal que leur anticatholicisme patenté.

Alors oui, il faut un débat sur la place des religions en France, sur la place que l'on offre au spirituel face au temporel, sur l'importance de la distinction entre la Religion et l'Etat. Loin de la haine de 1791 où le catholicisme fut pourchassé et les prêtres massacrés, loin de 1905 où nombre de catholiques devinrent hors la loi, il faut retrouver une saine laïcité, comme l'avait déjà demandé le Christ lui-même dans cette phrase « Rendez à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu »...

La séparation du politique et du religieux ne doit pas être une opposition, contrairement à ce qu'un grand nombre de français pensent. Comme disait justement Antoine Blanc de Saint Bonnet : « L'Homme sans Dieu n'aboutit qu'à immoler l'Homme » : l'Homme a besoin de la religion pour atteindre un idéal moral, pour mettre en pratique des valeurs morales de Charité et d'Espérance. Fichte avait compris que l'opposition « entre la vie terrestre et la vie spirituelle » ne pouvait être que la source d'un déchirement profond de l'Homme, une véritable source de corruption. Il faut donc, pour l'épanouissement de l'Homme, que la religion et le politique puissent être mené conjointement et sainement.

Le problème, c'est quand la religion domine le politique, quand l'homme élu et représentant de la Nation s'abaisse et s'humilie abusivement devant une religion, tout en critiquant et en déversant son fiel sur une autre. Le problème, c'est quand notre culture même est bafouée, asservie par des pratiques étrangères sans que nos dirigeants laxistes ne lèvent le petit doigt. Le problème, c'est quand les lois françaises laissent leur place aux lois religieuses, dictées par une minorité !

Il est aujourd'hui grand temps de reposer la question de la laïcité, mais pas dans cet esprit arriviste, électoraliste et laïciste qui pourrait littéralement la politique française ! Oui, il est grand temps de reparler de la séparation de la religion et de l'Etat, non pas en opposition, non pas en haine d'une religion en particulier, mais bien pour réfléchir à l'adéquation des religions avec la culture française !

Ces eurodéputés à l'exemplarité douteuse...

Dans le monde de l'élection et de la députation, il est un poste envié et recherché, celui d'eurodéputé. Elu tous les 5 ans, l'eurodéputé est moins médiatisé que ses confrères nationaux, bien rémunéré et surtout, n'a qu'un pouvoir décisionnel relatif, le Parlement Européen n'ayant pas l'initiative législative (réservée à la Commission Européenne selon l'article 17-2 du Traité de l'Union Européenne). La mission principale de l'Eurodéputé est simple : approuver ou déposer des amendements sur les règlements et directives européennes.



Et force est de constater que les privilèges des eurodéputés se multiplient chaque année ! Pendant l'année 2009, chaque député européen avait obtenu un ordinateur portable gracieusement offert par les contribuables. Pourtant, certains eurodéputés s'étaient plaints du poids excessif de l'objet. Qu'à cela ne tienne ! En 2010, les eurodéputés ont obtenu des Ipads tout neuf pour la modique somme de 5 millions d'euros...

Malheureusement, ces avantages en nature ne sont que des broutilles insignifiantes comparées aux indemnités (et non pas salaire) de nos eurodéputés... Depuis les législatives européennes de 2009, tous les députés européens touchent la même indemnité de 6 952 euros. A cette indemnité de base s'ajoute 3 500 euros d'indemnité de frais généraux, une indemnité journalière de subsistance de 251 euros ainsi que le remboursement de tous leurs frais de transport. Mais surtout, les

eurodéputés possèdent des enveloppes de 15 496 euros tous les mois pour payer leurs « assistants »...

Il y a moins de deux semaines, sans aucun écho médiatique en France, les eurodéputés se sont alloués une augmentation de 1500 euros par mois de leur budget de frais d'assistants... Ce vote aura pour conséquence d'augmenter de 13.2 millions d'euros les dépenses annuelles du Parlement Européen. A l'heure où l'austérité économique est de mise dans un grand nombre de pays européens, comme la Grèce ou l'Irlande, ces dépenses supplémentaires confirment, s'il était encore possible, le manque de cohérence des députés européens. Mais le plus grave a été révélé il y a quelques jours par The Sunday Times : trois eurodéputés se sont dits « prêts à vendre leurs services » pour des sommes allant jusqu'à 100 000 euros à des journalistes qui s'étaient présentés comme des lobbyistes...

Il est grand temps d'arrêter les frais de cette bureaucratie arriviste, qui dilapide sans l'ombre d'un remord l'argent du contribuable européen. L'intérêt général ne guide plus les faits et gestes de ces députés à l'exemplarité douteuse, et l'abstention massive des européens aux dernières élections législatives européennes (plus de 57 %) montrent le regard lucide d'un peuple européen désabusé...

« Si les empires, les grades et les places ne s'obtenaient pas par la corruption, si les honneurs purs n'étaient achetés qu'au prix du mérite, que de gens qui sont nus seraient couverts, que de gens qui commandent seraient commandés » (William Shakespeare)

Côte d'Ivoire, la guerre civile oubliée

En cette période post électorale, l'actualité des français est particulièrement chargée. Entre l'intervention militaire en Libye, la catastrophe nucléaire au Japon et le non-événement des cantonales, les français, tout comme le gouvernement, semblent avoir oublié qu'en Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo sont toujours en conflit pour la présidence de l'ancienne colonie française.



Force est de constater que les médias français donnent une vision partielle et partielle du conflit ivoirien. Ainsi, certains journalistes (et hommes politiques) schématisent à l'extrême l'opposition Gbagbo/Ouattara, s'appuyant simplement et uniquement sur le refus de céder de l'ancien président ivoirien, sans prendre en compte l'histoire politique complexe de ce pays.

De l'indépendance de la Côte d'Ivoire jusqu'aux élections présidentielles de 1995, le « sage » Félix-Houpouët Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire, a su unifier et fortifier ce pays en pleine décolonisation. Il fut l'un des pionniers du concept de « francAfrique » et eut surtout la présence d'esprit de ne jamais susciter de tensions entre les ethnies ivoiriennes, préservant ainsi son pays d'un grand nombre de conflits.

Malheureusement, le nouveau président Henri Konan Bédié, décida de prendre le parfait contre pied de la politique de son prédécesseur : il se fit un ardent défenseur de « l'ivoirité », concept visant principalement à contrer son adversaire politique, Alassane Ouattara, dont

une partie de la famille vient du Burkina Faso. A partir de ce moment là, les tensions se multiplient au sein du pays, et en 1999, Henri Konan Bédié est renversé par quelques soldats, et part se réfugier...en France.

Remplacé par le Général Gueï pendant près d'un an, le pays est marqué par de graves troubles politiques et civils. En Octobre 2000, Laurent Gbagbo est élu président de la république ivoirienne par la Cour Suprême du pays. S'ensuit une période d'instabilité politique à partir de 2002, marquée notamment par l'intervention militaire des Nations Unies et de la France (Opération Licorne) en vue de faire respecter les accords Kléber de 2003.

La situation actuelle du pays est bien plus complexe qu'un simple refus de céder de la part de Laurent Gbagbo. S'appuyant sur le concept de « l'ivoirité » pour discréditer son adversaire, Laurent Gbagbo sait qu'il peut compter sur le soutien officiel de l'armée, par la voix de son commandant Philippe Mangou. De plus, la juridiction suprême électorale en Côte d'Ivoire, le Conseil Constitutionnel, l'a déclaré vainqueur avec près de 51.45 %.

La Communauté Internationale, et la France en particulier, s'est empressée de fustiger le parti pris du Conseil Constitutionnel en s'appuyant sur les conclusions de la Commission Electorale indépendante, en omettant le fait que cette même Commission soit uniquement constituée de personnalités Pro-Ouattara...

Les multiples interventions militaires des forces américaines et françaises dans les événements africains sont révélatrices de l'esprit d'ingérence propre aux puissances occidentales : est ce le rôle de la France d'intervenir militairement en Libye ou en Côte d'Ivoire ? Est-ce le rôle du président Sarkozy d'estimer qui est réellement légitime au pouvoir en Libye ou en Côte d'Ivoire ? Arrêtons cette ingérence nauséabonde et préoccupons nous d'abord de redresser le navire français qui prend l'eau de toute part !

Lavoisier : quand les révolutionnaires décapitaient la science

Pas un élève français ne connaît cet adage célèbre qui résume à lui seul le génie de la chimie : « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme ». De même, chaque élève français sait que cette maxime a été écrite pour la première fois par un français, Antoine de Lavoisier. Malheureusement, peu d'élèves français poussent leurs investigations sur Mr de Lavoisier...et c'est fort regrettable d'ailleurs, car la fin de vie de ce célèbre chimiste résume à elle seule l'atrocité des révolutionnaires français...

Antoine de Lavoisier était déjà célèbre à son époque par l'étendue de ses connaissances et par ses découvertes exceptionnelles, notamment celle de l'oxygène en 1778, démettant ainsi la théorie phlogistique de Becher, pourtant devenue quasi-dogmatique au XVIII^esiècle. Il participe à la réforme de la nomenclature chimique, notamment dans son ouvrage Méthode de Nomenclature Chimique de 1787, dont une majeure partie reste encore utilisée à l'heure actuelle. En 1789, il publie son œuvre majeur, le Traité élémentaire de Chimie, considéré comme le premier véritable manuel de Chimie de l'Histoire...

A travers l'histoire de Lavoisier se dessinent les multiples réformes que les Rois avaient entrepris pour favoriser la recherche : création d'une Académie des Sciences dès 1666, Société Royale d'Agriculture en 1761, etc... Lavoisier pourra y développer tout son talent et ses recherches, notamment grâce à un matériel de pesée considéré comme le plus précis d'Europe, ce qui lui permettra de procéder à des pesées moléculaires avec une marge d'erreur inégalée jusqu'alors.

Pourtant, Antoine de Lavoisier ne connaîtra pas une fin digne de son intelligence...

Elu à la Ferme Général (équivalent de nos délégations de service public actuels) depuis ses 26 ans, Lavoisier sera considéré comme un traître par les révolutionnaires, non pas pour un quelconque militantisme royaliste, mais bien pour avoir servi le Roi pendant toutes ces années... C'est ainsi que par un décret du 5 Mai 1794, tous les fermiers généraux ayant servi sous l'Ancien Régime ont été traduits devant le Tribunal Révolutionnaire pour y être « jugés » ...

Ayant demandé un sursis pour pouvoir finir une expérience, Lavoisier entendit cette réponse de la part de Jean Baptiste Coffinhal, président du Tribunal Révolutionnaire : « La république n'a pas besoin de savants ni de chimistes ; le cours de la justice ne peut être suspendu... » Lavoisier fut guillotiné 3 jours plus tard sur la Place de la révolution, en compagnie de quelques autres anciens fermiers généraux, comme les Perceval. Quelques instants après sa mort, Louis Lagrange, un autre grand chimiste, dira ces paroles : « Il ne leur a fallu que quelques instants pour faire tomber cette tête, et une centaine d'années ne suffiront peut pas pour en reproduire une semblable »...

A l'heure où l'Histoire est falsifiée, à l'heure où les crimes républicains sont oubliés, il est grand temps que les jeunes français apprennent que la soif de sang révolutionnaire a été la source d'un grand nombre de massacres innombrables, d'exécutions sommaires et de crimes impardonnables ! Loin d'être la libération d'un peuple, la révolution a été l'avènement d'une oligarchie corrompue et arriviste, qui n'eut aucun scrupule à décapiter l'un des plus grands savants de l'Histoire...

Vous pouvez aider PRO en vous abonnant.

6 mois : 16 €. 1 ans : 30 € soutien : 50 €. Prendre contact à l'adresse mail : jrap@orange.fr

Editeur : URBVM. Directeur de publication : Jrap.

« Toute Nation a le gouvernement qu'elle mérite .

Tirée des correspondances diplomatiques de l'écrivain Joseph de Maistre, cette pensée peut paraître quelque peu déroutante au premier abord. Nombre de royalistes la délaisse, n'osant s'en approcher de peur d'y découvrir quelque vérité dérangeante, quelque leçon qui laisserait un arrière goût désagréable de rappel à l'ordre... Pourtant, en prenant la peine de s'y intéresser de plus près, cette maxime apparaît comme un repère dans notre lutte royaliste, et bien plus encore : elle nous guide dans notre engagement comme un phare pour les navires perdus.

Car de cette maxime découle une évidence ignorée de bien des royalistes : le rétablissement de la monarchie en France n'est pas le précurseur, mais bien l'aboutissement d'une longue lutte contre la pourriture morale de notre Nation. Joseph de Maistre avait compris que le Roi de France ne remonterait sur le trône qu'au moment où une Nation unie et forte l'y appellerait. Pas avant.

Et c'est bien là que le bât blesse ! Car la France n'est plus que l'ombre de ce qu'elle a été... Rongée par l'hédonisme et l'individualisme républicains, pourrie par l'arrivisme et l'égoïsme, pétrie de dogmes odieux et pervertie par un grand nombre d'idéologies nauséabondes, notre Nation souffre et semble parfois proche d'une extinction prématurée... Cette vision, volontairement pessimiste, doit nous rappeler combien notre combat peut être rude et difficile : nous ne luttons pas contre des personnes, mais bien contre un système pervers, contre la décrépitude de notre Nation entamée il y a plus de 220 ans !

En premier lieu, à l'arrivisme et l'égoïsme républicains, les royalistes doivent opposer l'humilité et la charité. Cicéron écrivait dans son ouvrage *De officiis* que « le désir de gloire arrache la liberté d'âme vers laquelle doit tendre tous les efforts des hommes magnanimes ». Et ce à quoi Saint Thomas d'Aquin ajouta « que le propre d'une âme vertueuse est de mépriser la gloire pour le maintien de la justice »... On ne peut espérer rétablir des valeurs morales et sociales si l'on

ne les applique même pas à notre personne ! La haine, l'aigreur et la violence n'ont pas leur place dans notre combat...

En second lieu, à la division et l'individualisme républicains, les royalistes doivent opposer leur unité. Or, aujourd'hui, nombre de royalistes se complaisent dans des querelles stériles, dans des luttes haineuses et gratuites qui n'ont d'autres conséquences que d'affaiblir le peu de force qui reste du royalisme aujourd'hui. Saint Thomas d'Aquin disait « qu'une force est d'autant plus efficace qu'elle est unie »... Cette absence totale d'unité explique à elle seule les inéluctables désastres que subissent les trop rares initiatives royalistes.

Il faut comprendre que la chute de la France vient principalement de l'éclatement des individus, de l'isolement de ces derniers face aux difficultés quotidiennes. La structure familiale, véritable clé de voûte de la Nation, explose sous les coups de buttoirs de l'individualisme républicain. Alexis de Tocqueville écrivait dans son ouvrage *De la Démocratie en Amérique* : « Tant qu'a duré l'esprit de famille, l'homme qui luttait contre la tyrannie n'était jamais seul, il trouvait autour de lui des clients, des amis héréditaires, des proches. [...] Mais quand les patrimoines se divisent, où placer l'esprit de famille ? » Aujourd'hui la république cultive cette culture de mort, persévère dans sa macabre quête de destruction de la famille. Implicite et indicible, cette volonté d'annihilation n'en est que plus perverse et odieuse. Royalistes, notre combat passe d'abord et avant tout dans la préservation de ce cadre familial, qui selon Tönnies, représente l'unité insécable de toute Nation, le pilier sur lequel repose toute l'unité d'un pays.

« Toute Nation a le gouvernement qu'elle mérite »... Royalistes, cherchons d'abord à ébranler ces dogmes individualistes et hédonistes, à détruire cette pourriture morale qui mène inexorablement la France vers les abîmes de l'histoire, à redonner à notre Nation son unité et des repères sociaux et moraux..